



CHAPITRE 64

Loi de l'aide au développement industriel du Québec

[Sanctionnée le 8 avril 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

« aide financière »;
« ministre »;
« règlement »;

« Société »;

« obligation industrielle ».

1. Dans la présente loi et dans les règlements, les expressions et mots suivants signifient:

a) « aide financière »: l'aide financière prévue à la section II;

b) « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;

c) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil;

d) « Société »: la Société de développement industriel du Québec constituée par l'article 15;

e) « obligation industrielle »: toute obligation émise par la Société conformément au deuxième alinéa de l'article 42.

SECTION II

AIDE FINANCIÈRE

§ 1.—Objectifs

Aide aux entreprises manufacturières.

2. Le ministre est chargé de stimuler la transformation de la structure industrielle du Québec ainsi que la création d'emplois nouveaux en accordant l'aide financière nécessaire aux entreprises manu-

CHAPTER 64

Québec Industrial Development Assistance Act

[Assented to 8th April 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act and in the regulations the following expressions and words mean:

(a) "financial assistance": the financial assistance provided for in Division II;

(b) "Minister": the Minister of Industry and Commerce;

(c) "regulation": any regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council;

(d) "Corporation": the Québec Industrial Development Corporation incorporated by section 15;

(e) "industrial bond": every bond issued by the Corporation in accordance with the second paragraph of section 42.

Interpretation:

"financial assistance";
"Minister";

"regulation";

"Corporation";

"industrial bond".

DIVISION II

FINANCIAL ASSISTANCE

§ 1.—Purposes

2. The Minister shall be entrusted with stimulating the transformation of the industrial structure of the province of Québec, and the creation of new jobs, by granting the necessary financial assis-

Assistance to manufacturing businesses.

facturières qui, conformément aux critères établis par les règlements,

a) font au Québec un investissement d'au moins \$150,000 mettant en oeuvre une technologie avancée afin de fabriquer un bien de conception nouvelle, un bien non encore fabriqué au Québec ou un bien dont la production au Québec sur une base compétitive est insuffisante par rapport à des marchés domestiques ou internationaux offrant des perspectives de croissance importante et continue;

b) consolident leurs moyens de production tout en les adaptant aux techniques modernes de façon à accroître leur part du marché et à devenir plus compétitives et, à ces fins, se fusionnent entre elles, acquièrent les moyens de production d'autres entreprises, mettent en commun leurs moyens de production avec ceux d'autres entreprises ou se regroupent de toute autre manière prévue par les règlements; ou

c) ne peuvent, bien qu'elles soient rentables, obtenir d'assistance financière autrement à des taux et conditions raisonnables et contribueraient plus efficacement au développement économique du Québec ou d'une de ses régions si elles obtenaient l'aide financière.

Condi-
tions pour
obtenir
l'aide.

3. Une entreprise manufacturière doit, pour avoir droit à l'aide financière, être dirigée par des administrateurs qui offrent des garanties de compétence et d'efficacité et possèdent l'expérience requise pour assurer la réalisation des fins pour lesquelles cette aide est demandée ainsi que le bon fonctionnement et la rentabilité de l'entreprise.

Fins.

4. L'aide financière peut être accordée à une entreprise manufacturière pour l'une ou plusieurs des fins suivantes:

a) l'achat, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou manufactures et l'achat des terrains requis pour l'exploitation de ces usines ou manufactures;

b) l'achat de machinerie, d'outillage et d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou manufactures, et leur installation;

tance to manufacturing businesses which, in accordance with the criteria prescribed by the regulations,

(a) invest at least \$150,000 in the province of Québec in making use of advanced technology to manufacture a newly-conceived product, a product not yet manufactured in the province of Québec or a product whose production on a competitive basis in the province of Québec is insufficient in relation to domestic or international markets which offer prospects of continuous, significant growth;

(b) consolidate their means of production while adapting them to modern techniques so as to increase their share of the market and become more competitive, and for such purposes, amalgamate with one another, acquire the means of production of other businesses, pool their means of production with those of other businesses or regroup in any other manner contemplated by the regulations; or

(c) although profitable are unable to obtain financial assistance otherwise at reasonable rates and on reasonable conditions, and would contribute more effectively to the economic development of the province of Québec, or any of its regions, if they obtained financial assistance.

3. To be entitled to financial assistance, a manufacturing business must be managed by administrators who give evidence of competence and efficiency and have the experience required to ensure the achievement of the purposes for which such assistance is applied for, and the proper functioning and profitability of the business.

Right to
assis-
tance.

4. Financial assistance may be granted to a manufacturing business for one or more of the following purposes:

(a) the purchase, construction, improvement or extension of works or manufactories and the purchase of the land required for the operation of such works or manufactories;

(b) the purchase of machinery, tools and equipment for operating works or manufactories and their installation;

Purposes.

c) l'acquisition de brevets d'invention ou leur exploitation;

d) l'amélioration ou la consolidation de la structure financière de l'entreprise.

(c) the acquisition or use of patents;

(d) the improvement or consolidation of the financial structure of the business.

§ 2.—Formes de l'aide financière

§ 2.—Forms of financial assistance

Prêt sur
garantie.

5. L'aide financière peut prendre la forme d'un prêt consenti par la Société et garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie ou de toute autre manière jugée appropriée.

Garantie
de rem-
bourse-
ment.

Elle peut aussi prendre la forme d'une garantie par la Société du remboursement total ou partiel de tout prêt, y compris les intérêts, fait en faveur d'une telle entreprise.

5. Financial assistance may be in the form of a loan made by the Corporation and secured by hypothec, mortgage or pledge on real estate or machinery, or in any other manner considered appropriate.

Loan,
etc., au-
thorized.

It may also be in the form of a guarantee by the Corporation to repay all or part of any loan, including interest, made to such a business.

Guaran-
tee.

Taux d'in-
térêt.

6. Les prêts visés au premier alinéa de l'article 5 sont accordés au taux d'intérêt qui a cours sur le marché à la date où le prêt est accordé.

Taux
inférieur.

Toutefois ces prêts peuvent être accordés à un taux plus bas à une entreprise manufacturière visée aux paragraphes a ou b de l'article 2.

6. The loans contemplated in the first paragraph of section 5 shall be granted at the interest rate current on the day when the loan is granted.

Interest
rate.

Nevertheless, such loans may be granted at a lower rate to a manufacturing business contemplated in paragraph a or b of section 2.

Lower
rate.

Acquisi-
tion d'im-
meubles,
etc.

7. L'aide financière peut prendre la forme d'acquisition par la Société d'immeubles, de machinerie, d'outillage ou d'équipement requis pour l'exploitation d'une entreprise manufacturière, aux fins de les revendre ou de les louer, aux conditions jugées appropriées, au propriétaire d'une entreprise manufacturière qui s'est engagé préalablement à les acheter ou à les louer à ces conditions.

Acquisi-
tion d'ac-
tions, etc.

Elle peut aussi prendre la forme de l'acquisition par la Société des actions d'une entreprise manufacturière pourvu qu'elle ne détienne en aucun temps plus de 30% du capital social de cette entreprise; de plus la Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions de telles entreprises à plus de 10% de son actif total.

7. Financial assistance may be in the form of an acquisition by the Corporation of immovables, machinery, tools or equipment required to operate a manufacturing business for the purposes of re-selling or leasing them, upon conditions considered appropriate, to the owner of a manufacturing business who previously undertook to purchase or lease them upon such conditions.

Acquisi-
tions of
immov-
ables, etc.

It may also be in the form of the acquisition by the Corporation of shares in a manufacturing business provided that at no time it holds more than 30% of the capital stock of such business; moreover, the Corporation shall not hold securities which increase its total investment in shares of such businesses to more than 10% of its total assets.

Acquisi-
tion of
shares,
etc.

Autres
formes
d'aide.

8. Dans le cas d'une entreprise manufacturière visée aux paragraphes a ou b de l'article 2, l'aide financière peut, en outre des autres modalités prévues par la présente loi, prendre l'une ou l'autre des formes suivantes:

8. In the case of a manufacturing business contemplated in paragraph a or b of section 2, financial assistance may, in addition to the other methods contemplated by this act, be in any of the following forms:

Further
forms of
assistance.

a) prise à charge par la Société d'une partie du coût des emprunts que fait l'entreprise;

b) exemption en faveur de l'entreprise du remboursement de toute partie d'un emprunt qu'elle a contracté auprès de la Société lorsque cette entreprise établit que son rendement s'est amélioré depuis la date de l'emprunt dans la mesure déterminée par les règlements, et qu'à la faveur de l'aide financière elle a créé et créera de nombreux emplois suivant les critères fixés par les règlements.

Signature de garantie.

9. Une garantie accordée par la Société en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 n'est valide que si le ministre des finances déclare sous sa signature, sur le document constatant cette garantie, qu'il en a pris connaissance.

Construction d'immeubles, etc.

10. La Société peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, construire des immeubles pour des fins manufacturières, pour les vendre ou les louer aux conditions jugées appropriées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(a) assumption by the Corporation of part of the cost of loans contracted by the business;

(b) exemption of the business from repayment of any part of a loan which it has contracted from the Corporation when such business establishes that since the date of the loan its performance has improved to the extent determined by the regulations, and that with financial assistance it has created and will create numerous jobs in accordance with the criteria prescribed by the regulations.

9. No guarantee given by the Corporation under the second paragraph of section 5 shall be valid unless the Minister of Finance declares over his signature on the document evidencing such guarantee that he has taken cognizance of it.

Guarantee valid when signed.

10. The Corporation may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, construct immovables for purposes of manufacturing, in order to sell or lease them upon conditions considered appropriate by the Lieutenant-Governor in Council.

Construction of immovables, etc., authorized.

SECTION III

OCTROI DE L'AIDE FINANCIÈRE

Forme de la demande.

11. Toute personne qui désire bénéficier de l'aide financière doit en faire la demande à la Société dans la forme prescrite par les règlements; cette demande doit être accompagnée des documents et contenir les renseignements qui sont prévus par les règlements.

Enquête, etc.

12. Sur réception de la demande, la Société en transmet une copie au ministre et fait enquête afin de déterminer si l'octroi de l'aide financière demandée aurait pour effet de promouvoir la réalisation des objectifs visés aux paragraphes a, b ou c de l'article 2, suivant le cas, et si l'entreprise pour laquelle l'aide est demandée remplit les conditions exigées par la présente loi et les règlements.

Rapport au ministre.

13. Dès qu'elle a terminé son enquête, la Société fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.

DIVISION III

GRANTS OF FINANCIAL ASSISTANCE

11. Every person who wishes to receive financial assistance must apply therefor to the Corporation in the form prescribed by the regulations; such application must be accompanied by the documents and contain the information prescribed by the regulations.

Form of application.

12. Upon receipt of the application, the Corporation shall send a copy of it to the Minister and shall investigate to determine whether the grant of the financial assistance applied for would have the effect of promoting the achievement of the purposes contemplated in paragraph a, b or c of section 2, as the case may be, and whether the business for which assistance is applied for fulfils the conditions required by this act and the regulations.

Investigation, etc.

13. Upon terminating its investigation, the Corporation shall report to the Minister and submit its recommendations to him.

Report to Minister.

Recom-
menda-
tions.

La Société peut recommander que la demande ne soit agréée que pour partie ou soit agréée pour une somme ou sous une forme autres que celles qui font l'objet de la demande. Elle peut aussi recommander que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions que la Société indique.

Avis de
refus.

Si la recommandation de la Société est à l'effet que l'aide demandée soit refusée et si le ministre est d'accord avec cette recommandation, il retourne la demande à la Société, qui notifie aussitôt le requérant du refus de sa demande.

The Corporation may recommend that the application be approved in part only, or approved for an amount or in a form other than that applied for. It may also recommend that the application be refused, or be approved only upon the conditions which the Corporation indicates.

Recom-
menda-
tion for
approval,
etc.

If the recommendation of the Corporation is that the assistance applied for be refused, and the Minister agrees with such recommendation, he shall return the application to the Corporation which shall immediately notify the applicant of the refusal of his application.

Procedure
on refusal.Autorisa-
tions
requises.

14. L'aide financière ne peut être accordée qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine. Toutefois le ministre peut accorder cette aide sans cette autorisation dans les cas prévus par les règlements.

14. Financial assistance shall be granted only with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister, and upon the conditions which the Lieutenant-Governor in Council determines. Nevertheless, in the cases provided for by the regulations, the Minister may grant such assistance without such authorization.

Authoriz-
ation, etc.,
required.Société
liée.

La Société est liée par l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

The Corporation is bound by the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or the decision of the Minister, as the case may be.

Corpora-
tion
bound.Avis d'oc-
troi, etc.

La Société doit aviser le requérant, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

The Corporation must advise the applicant forthwith that his application has been granted or refused and of the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council, if any.

Notice
of grant,
etc.

SECTION IV

DIVISION IV

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DU QUÉBECINCORPORATION OF THE QUÉBEC INDUSTRIAL
DEVELOPMENT CORPORATIONConstitu-
tion.

15. Un organisme est constitué sous le nom de « Société de développement industriel du Québec », en français, et de « Québec Industrial Development Corporation », en anglais.

15. A body is incorporated under the name of "Québec Industrial Development Corporation" in English and "Société de développement industriel du Québec" in French.

Incorpor-
ation.
Name.Pouvoirs
d'une cor-
poration.

16. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

16. The Corporation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

Corporate
powers.Manda-
taire.

17. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

17. The Corporation shall have the rights and privileges of a mandataire of the government.

Manda-
tary.

Biens partie du domaine public.	Les biens meubles et immeubles en possession de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations de la Société peut être poursuivie sur ces biens.	The moveable and immoveable property in the possession of the Corporation shall form part of the public domain, but the performance of the obligations of the Corporation may be levied against such property.	Property part of public domain.
Responsabilité.	La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.	The Corporation binds none but itself when it acts in its own name.	Company bound.
Siège social.	18. La Société a son siège social dans la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre localité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	18. The Corporation shall have its corporate seat within the Québec Urban Community, but may with the approval of the Lieutenant-Governor in Council transfer it to another locality; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the <i>Québec Official Gazette</i> .	Corporate seat.
Séances.	La Société peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.	The Corporation may hold its sittings anywhere in the province of Québec.	Sittings.
Composition.	19. La Société est formée des membres suivants: a) un président, qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil; b) un directeur général, qui est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1 ^{re} session, chapitre 14); c) un vice-président et dix autres membres, qui sont nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil.	19. The Corporation shall consist of the following members: (a) a president, who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council; (b) a general manager, who shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14); (c) a vice-president and ten other members, who shall be appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council.	Composition.
Mode de nomination.	20. Au moins trois des membres visés au paragraphe c de l'article 19 sont nommés parmi les fonctionnaires du ministère de l'industrie et du commerce; trois des premiers membres de la Société visés audit paragraphe c de l'article 19 sont nommés pour un an et trois pour deux ans.	20. At least three of the members contemplated in paragraph c of section 19 shall be appointed from among the officers of the Department of Industry and Commerce; three of the first members of the Corporation contemplated in the said paragraph c of section 19 shall be appointed for one year and three for two years.	Mode of appointment.
Qualité requise.	21. Nul ne peut être membre de la Société s'il n'est domicilié au Québec.	21. No person shall be a member of the Corporation unless domiciled in the province of Québec.	Qualification.
Traitements, etc.	22. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement, ou s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des membres de la Société.	22. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary or, if need be, the additional salary, allowances or fees of the members of the Corporation.	Salaries, etc.
Fonctions continuées.	23. Les membres de la Société restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.	23. The members of the Corporation shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.	Continuity of term.

- Vacances.** **24.** Toute vacance parmi les membres de la Société autres que le président et le directeur général est comblée seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.
- 24.** Any vacancy among the members of the Corporation other than the president and the general manager shall be filled only for the unexpired portion of the term of the member to be replaced.
- Remplacement temporaire.** **25.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.
- 25.** If the president is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; if another member is unable to act for that reason, he may be replaced by a person appointed to perform his duties while he is unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.
- Secrétaire, etc.** **26.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Société sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).
- 26.** The secretary and the other officers and employees of the Corporation shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).
- Pouvoirs d'un sous-chef.** Le directeur général exerce à leur égard les pouvoirs que ladite Loi de la fonction publique attribue au sous-chef d'un ministère.
- The general manager shall exercise in their regard the powers conferred by such Civil Service Act on the deputy-head of a department.
- Comité exécutif.** **27.** L'administration courante de la Société relève d'un comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par règlement de la Société.
- 27.** The day-to-day business of the Corporation shall be under the jurisdiction of an executive committee which shall also exercise the other powers conferred upon it by by-law of the Corporation.
- Composition.** **28.** Le comité exécutif se compose du président de la Société, du directeur général et d'au moins une et d'au plus deux autres personnes que la Société nomme parmi ses membres.
- 28.** The executive committee shall consist of the president of the Corporation, the general manager and at least one and not more than two other persons appointed by the Corporation from among its members.
- Immunités.** **29.** Les membres de la Société ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.
- 29.** The members of the Corporation cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.
- Authenticité des procès-verbaux.** **30.** Les procès-verbaux des séances approuvés par la Société sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président de la Société ou son secrétaire.
- 30.** Minutes of the sittings approved by the Corporation shall be authentic; the same shall apply to copies or extracts certified by the president or secretary of the Corporation.
- Signature.** **31.** Nul acte, document ou écrit n'engage la Société, ni ne peut être attribué à la Société, s'il n'est signé par le président,
- 31.** No deed, document or writing shall bind the Corporation or be attributed to it unless signed by the president, the

le directeur général, le secrétaire ou par un fonctionnaire de la Société mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement de la Société.

general manager, the secretary or an officer of the Corporation but, in the case of such officer, only to the extent determined by by-law of the Corporation.

Année financière.

32. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

32. The fiscal year of the Corporation shall end on the 31st of March each year. fiscal year.

Rapport mensuel.

33. La Société doit faire au ministre, dans les vingt et un jours qui suivent l'expiration de chaque mois, un rapport détaillé de ses opérations pour ce mois. Ce rapport doit notamment mentionner tous les prêts, constructions, achats et ventes effectués par la Société, les garanties et les autres formes d'aide financière qu'elle a consenties, le montant de chacune de ces opérations, la nature et l'étendue des garanties exigées ou retenues, ainsi que tous les renseignements additionnels qui peuvent être requis par le ministre.

33. Within twenty-one days after the end of each month, the Corporation shall make a detailed report to the Minister of its operations for such month. Such report shall mention in particular all the loans, construction, purchases and sales effected by the Corporation, the guarantees and other forms of financial assistance which it has given or granted, the amount of each of such operations, the nature and extent of the guarantees required or retained, and any other information the Minister may require. Monthly report.

Rapport annuel.

34. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

34. The Corporation shall, not later than the 30th of June each year, make a report to the Minister of its activities for its previous fiscal year. Such report shall also contain all the information that the Minister may prescribe. It shall be laid before the National Assembly within thirty days if in session or, if not, within ten days after the opening of the next session. Annual report.

Renseignements.

La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

The Corporation shall also at all times give the Minister any information he requires on its activities. Information.

Vérification des livres, etc.

35. Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de la Société.

35. The books and accounts of the Corporation shall be audited by the Auditor-General each year and also whenever it is ordered by the Lieutenant-Governor in Council; his reports shall accompany the annual report of the Corporation. Annual audit.

SECTION V

DIVISION V

CONFLITS D'INTÉRÊT ET CONFIDENTIALITÉ

CONFLICT OF INTEREST AND PRIVILEGED INFORMATION

Opérations interdites.

36. Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec un de ses membres ou un de ses fonctionnaires ou avec le conjoint ou l'enfant de l'un d'eux.

36. The Corporation shall not make any financial transaction with any of its members or officers or with the spouse or child of any of them. Transactions prohibited.

Opérations interdites.

37. Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec une compagnie dont un administrateur est député à l'Assemblée nationale et de prendre en garantie des titres émis par une telle compagnie sauf s'il s'agit d'actions d'une compagnie dont les actions sont inscrites à une bourse reconnue par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Idem.

38. Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec une entreprise à laquelle est lié un de ses fonctionnaires ou employés, un de ses membres ou un député à l'Assemblée nationale.

Personnes liées.

39. 1. Aux fins de l'article 38, sont des personnes liées:

a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;

c) une compagnie et une personne sous la dépendance directe ou indirecte de laquelle elle est ou dont celle-ci possède plus de la moitié du capital-actions ou à laquelle celle-ci a fourni par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

d) les compagnies sous la dépendance directe ou indirecte d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur dépendance directe ou indirecte.

Personnes unies.

2. Aux fins du présent article:

a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa soeur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang;

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou soeur.

37. The Corporation shall not make any financial transaction with a company a director of which is a member of the National Assembly, or take as security any securities issued by such a company, except shares of a company whose shares are listed on a stock exchange recognized by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Québec Securities Commission.

Transactions prohibited.

38. The Corporation shall not make any financial transaction with a business to which any of its officers, employees or members, or any member of the National Assembly, is related.

Idem.

39. (1) For the purposes of section 38, the following are related persons:

Related persons.

(a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;

(b) a partnership and a person who is a member thereof or with whom one or more partners are so connected or by whom more than one-half of its assets has been advanced;

(c) a company and a person who directly or indirectly controls it or who holds more than one-half of its capital stock or who has provided it, by loan or otherwise, with more than one-half of its business assets;

(d) companies directly or indirectly controlled by the same person or group of persons;

(e) a company and a person who is one of several related persons by whom such company is directly or indirectly controlled.

(2) For the purposes of this section:

Connected persons.

(a) persons are connected by blood relationship if one is the descendant of the other or is his brother or sister;

(b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person connected with the other by blood relationship;

(c) persons are connected by adoption if one has been adopted legally or *de facto* as the child of a person connected with the other by blood relationship otherwise than as brother or sister.

Rensei-
gnements
confiden-
tiels.

40. Il est interdit à un fonctionnaire ou employé de la Société, à un de ses membres ou à une personne qui lui rend des services ou qui est associée à ses activités d'utiliser, pour faire une autre opération financière pour son propre compte, un renseignement obtenu sur les opérations de la Société.

Mesures
de con-
trôle.

La Société peut, par règlement, prescrire des dispositions accessoires ou des mesures de contrôle pour assurer l'observance du présent article et, en général, le caractère confidentiel des renseignements relatifs à une entreprise de fabrication qui bénéficie de la présente loi.

Liste des
intérêts
des mem-
bres.

41. Chaque membre de la Société doit, lors de son entrée en fonction et annuellement par la suite, communiquer au ministre de l'industrie et du commerce et à la Société la liste des intérêts qu'il détient dans des compagnies de même que la liste de tels intérêts que détient son conjoint avec un relevé de toutes opérations ayant modifié ces listes dans le cours de l'année.

Id., des
fonction-
naires.

Tout fonctionnaire de la Société est assujéti au présent article dans les cas prévus par règlement de la Société ou sur demande écrite du directeur général.

Rensei-
gnements
confiden-
tiels.

Les renseignements fournis en vertu du présent article sont confidentiels et il est interdit de les communiquer ou de permettre qu'ils soient communiqués à une personne qui n'y a pas légalement droit.

40. No officer, employee or member of the Corporation, or person who performs services for it or is associated with its activities, shall use, for carrying out any other financial transaction on his own account, any information obtained respecting the operations of the Corporation.

Privi-
leged in-
formation.

The Corporation may, by by-law, prescribe accessory provisions or means of verification to ensure compliance with this section, and generally the privileged nature of information respecting a manufacturing business benefiting by this act.

Verifica-
tion.

41. Each member of the Corporation shall, upon assuming his duties and every year thereafter, forward to the Minister of Industry and Commerce and to the Corporation a list of his interests in any companies and a list of such interests as his spouse may have together with a statement of all transactions which have changed such lists during the year.

List re-
quired
from
members.

Every officer of the Corporation shall be subject to this section in the cases provided for by by-law of the Corporation or at the written request of the general manager.

Id., from
officers.

Information furnished under this section shall be privileged and no one shall communicate such information or allow it to be communicated to any person not legally entitled thereto.

Privi-
leged in-
formation.

SECTION VI

FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Em-
prunts.

42. La Société peut, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts par billet, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obliga-
tions
indus-
trielles.

Elle peut aussi, avec la même autorisation, émettre des obligations dites industrielles auxquelles sont attachés les privilèges fiscaux prévus à l'article 43.

Dédue-
tion auto-
risée.

43. Un particulier, autre qu'une fiducie ou une succession, qui est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu,

DIVISION VI

FINANCING OF THE CORPORATION

42. With the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Loans.

It may also, with the same authorization, issue bonds called industrial bonds to which the fiscal privileges contemplated in section 43 shall be attached.

Industrial
bonds.

43. An individual, other than a trust or an estate, who is bound to include in computing his income for a taxation year,

Deduc-
tion au-
thorized.

pour une année d'imposition, aux fins d'application de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69), un montant à titre d'intérêt provenant d'une obligation industrielle, peut déduire dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition, aux fins d'application de ladite loi, un montant égal au montant de cet intérêt, selon les modalités et les maximums prévus par les règlements adoptés en vertu de ladite loi.

for the purposes of the application of the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69), an amount as interest from any industrial bond, may, in computing his income for that taxation year for the purposes of the application of the said act, deduct an amount equal to the amount of such interest, in accordance with the terms and conditions and maximum amounts prescribed by the regulations made under the said act.

Date d'échéance.

44. La date d'échéance d'une obligation industrielle ne doit pas dépasser de plus de dix ans la date de son émission.

44. The date of maturity of an industrial bond must not be more than ten years from the date of its issue.

Date of maturity.

Immatri-culation.

Toute telle obligation est nominative; elle doit être immatriculée quant au principal et aux intérêts et elle peut être transférée, transmise, échangée ou rachetée conformément aux règlements.

Every such bond shall be registered; it must be registered as to principal and interest and may be transferred, transmitted, exchanged or redeemed in accordance with the regulations.

Registration.

Garantie de paiement, etc.

45. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

45. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may:

Guarantee of payment, etc.

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, sauf si cet emprunt est fait par voie d'obligations industrielles, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

(a) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Corporation except if such loan is made by means of industrial bonds, and the performance of any of its obligations;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

(b) authorize the Minister of Finance to advance to the Corporation any amount considered necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Paiement sur fonds consolidé.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

The sums which the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Corporation shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Payments by government.

Verse-ments par le ministre.

46. Le ministre des finances verse à la Société, à sa demande, les deniers requis pour l'application du deuxième alinéa de l'article 6 ainsi que pour l'application des paragraphes a et b de l'article 8.

46. The Minister of Finance shall pay to the Corporation, at its request, the moneys required for the application of the second paragraph of section 6 and for the application of paragraphs a and b of section 8.

Payment of moneys for ss. 6 and 8.

Sommes requises.

47. Les sommes requises pour les versements prévus à l'article 46 sont prises, pour l'année financière 1971/1972,

47. The sums required for the payments provided for in section 46 shall be taken, for the fiscal year 1971/1972,

Sums required.

sur le fonds consolidé du revenu et pour les années subséquentes, à même les deniers accordés à cette fin par la Législature.

out of the consolidated revenue fund and for subsequent years out of the moneys appropriated for such purpose by the Legislature.

SECTION VII

RÈGLEMENTS

Réglementation.

48. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les catégories d'entreprises manufacturières et les régions du Québec à l'égard desquelles l'aide financière doit être accordée de préférence et les facteurs économiques et sociaux qui doivent servir de guides dans le choix des entreprises auxquelles cette aide peut être accordée;

b) établir des critères applicables aux entreprises manufacturières afin de déterminer si elles sont sujettes à l'application des paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 2, suivant le cas, en tenant compte notamment de la catégorie d'entreprises à laquelle elles appartiennent, des biens qu'elles produisent et des régions où elles sont établies;

c) déterminer les modes de regroupement d'entreprises manufacturières qui les rendent éligibles à l'aide financière;

d) établir le montant au-dessous duquel l'aide financière peut être accordée par le ministre en vertu du premier alinéa de l'article 5 ou du paragraphe *a* de l'article 8, nonobstant l'article 14, sans que ne soit nécessaire l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil;

e) déterminer la forme et la teneur des demandes d'aide financière, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner;

f) déterminer la nature et l'étendue des sûretés qui doivent être exigées ou retenues par la Société lorsque l'aide financière est accordée à une entreprise manufacturière;

g) déterminer les méthodes qui doivent être employées pour établir le taux d'intérêt qui a cours sur le marché et qui est visé à l'article 6;

DIVISION VII

REGULATIONS

Regulations.

48. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) determine the classes of manufacturing businesses and the regions of the province of Québec with respect to which financial assistance must be granted by priority and the economic and social factors which must serve as guidelines in the selection of the businesses to which such assistance may be granted;

(b) establish the criteria applicable to manufacturing businesses to determine whether they are subject to the application of paragraph *a*, *b* or *c* of section 2, as the case may be, having regard particularly to the class to which such businesses belong, the products they produce and the regions in which they are established;

(c) determine the methods of regrouping manufacturing businesses which qualify them for financial assistance;

(d) determine the amount below which financial assistance may be granted by the Minister under the first paragraph of section 5 or paragraph *a* of section 8, notwithstanding section 14, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council being necessary;

(e) determine the form and tenor of applications for financial assistance, the information they must contain and the documents that must accompany them;

(f) determine the nature and extent of the security which must be required or retained by the Corporation when financial assistance is granted to a manufacturing business;

(g) determine the methods which must be used to fix the current rate of interest contemplated in section 6;

h) déterminer les taux d'intérêt auxquels des prêts peuvent être accordés à des entreprises visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2 suivant les catégories d'entreprises auxquelles ces prêts sont accordés, les biens qu'elles produisent et les régions où elles sont établies;

i) déterminer les conditions auxquelles une partie du coût des emprunts faits par une entreprise peut être prise en charge par la Société en vertu du paragraphe *a* de l'article 8, la durée maximale de ces emprunts, les normes auxquelles ils doivent être conformes et les catégories d'institutions financières auprès desquelles ils peuvent être contractés;

j) pourvoir à l'immatriculation, au transfert, à la transmission, à l'échange et au rachat de toute obligation industrielle;

k) pourvoir au remplacement d'obligations industrielles endommagées, perdues, volées ou détruites, au versement d'intérêts ou de capital à leurs détenteurs et aux garanties qu'ils doivent fournir;

l) pourvoir à la correction d'erreurs relatives à l'immatriculation d'obligations industrielles;

m) déterminer dans quelle mesure une entreprise peut être dispensée de rembourser une partie d'emprunt en vertu du paragraphe *b* de l'article 8 suivant le degré d'amélioration de son rendement, la catégorie d'entreprises à laquelle elle appartient, les biens qu'elle produit, la région où elle est établie et le nombre d'emplois qu'elle crée.

Entrée en
vigueur.

Les règlements prévus au présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Règle-
ments de
régie
interne.

49. La Société peut, sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 48, faire des règlements pour sa régie interne, y compris le quorum aux assemblées de ses membres, la délégation d'une partie des pouvoirs de la Société au comité exécutif établi en vertu de l'article 27, ainsi que pour l'exécution de la présente loi.

Appro-
bation.

Les règlements de la Société n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(h) determine the rates of interest at which loans may be granted to businesses contemplated in paragraphs *a* and *b* of section 2, according to the classes of businesses to which such loans are granted, the products they manufacture and the regions in which they are established;

(i) determine the conditions upon which part of the cost of the loans contracted by a business may be assumed by the Corporation under paragraph *a* of section 8, the maximum term of such loans, the standards with which they must comply and the classes of financial institutions with which they may be contracted;

(j) provide for the registration, transfer, transmission, exchange and redemption of any industrial bond;

(k) provide for the replacement of industrial bonds which have been damaged, lost, stolen or destroyed, the payment of interest or capital to their holders and the guarantees they must give;

(l) provide for the correction of errors respecting the registration of industrial bonds;

(m) determine the extent to which a business may be exempted from repaying part of a loan under paragraph *b* of section 8 according to the extent to which its performance improves, the class of businesses to which it belongs, the products it produces, the region in which it is established and the number of jobs which it creates.

The regulations provided for in this section shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Coming
into force.

49. The Corporation may, subject to this act and the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under section 48, make by-laws for its internal management, including the quorum at meetings of its members, the delegation of part of the powers of the Corporation to the executive committee set up under section 27, and the carrying out of this act.

By-laws
for internal
man-
agement.

The by-laws of the Corporation shall come into force only after approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

SECTION VIII

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES
ET FINALESSanctions
au cas
de
fraude,
etc.

50. Lorsqu'une personne a obtenu l'aide financière prévue par la présente loi au moyen de fausses déclarations ou de fraude ou lorsqu'elle a employé toute partie de cette assistance financière à d'autres fins que celles pour lesquelles elle lui a été consentie, la Société peut la déclarer déchue du bénéfice du terme accordé et réclamer le remboursement du prêt qui a été consenti à cette personne ou résilier toute garantie qui lui a été accordée, sans préjudice aux autres recours civils. Ces sanctions ne peuvent toutefois être imposées que si avis a été donné à la personne, sous pli recommandé expédié à sa dernière adresse connue de la Société, du défaut qui lui est reproché et si cette personne n'a pas remédié à tout défaut autre que des fausses déclarations ou la fraude dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle elle a reçu cet avis.

Soumis-
sions pu-
bliques,
etc.

51. La Société ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques ou d'avoir obtenu l'autorisation du Conseil du trésor, disposer des biens dont elle prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.

Rensei-
gnements
confiden-
tiels.

52. Sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à tout membre, fonctionnaire ou employé de la Société de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.

Exception.

Toutefois un tel renseignement peut, à la demande écrite de l'intéressé ou de son représentant autorisé, être communiqué à une personne désignée dans la demande.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas mille dollars.

DIVISION VIII

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL
AND FINAL PROVISIONSPenalty
for fraud,
etc.

50. When a person obtains the financial assistance provided for by this act by false declarations or fraud or uses any part of such financial assistance for purposes other than those for which it was granted to him, the Corporation may declare that he has forfeited the benefit of the term granted and claim repayment of the loan made to such person or rescind any guarantee given to him, without prejudice to any other civil recourses. Such penalties cannot however be imposed unless notice is given to the person, by registered mail sent to his last address known to the Corporation, of the default attributed to him and unless such person does not remedy every default other than false declarations or fraud within sixty days from the date on which he receives such notice.

Public
tenders,
etc.

51. The Corporation shall not dispose of property of which it takes possession following the default of its owner to fulfil his obligations, unless it has called for public tenders or obtained the authorization of the Treasury Board.

Informa-
tion privi-
leged.

52. All information obtained in the application of this act is privileged. No member, officer or employee of the Corporation shall communicate such information or allow it to be communicated to any person not legally entitled thereto or allow such person to examine a document containing such information or have access thereto.

Exception.

Nevertheless such information may, upon the written application of the interested person or his authorized representative, be communicated to a person designated in the application.

Offence
and
penalty.

Whoever contravenes this section is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine not exceeding one thousand dollars.

Succes-
sion.

53. La Société succède à l'Office du crédit industriel du Québec institué par le chapitre 56 des lois de 1966/1967, en acquiert les droits et les biens et en assume les obligations, sans être tenue de se conformer, à cet égard, à l'article 33 de la Loi de l'Office du crédit industriel du Québec abrogée par la présente loi.

Procédu-
res con-
tinuées.

Les procédures instituées par cet Office ou contre lui peuvent être continuées par la Société ou contre elle sans reprise d'instance.

Interpré-
tation.

Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, toute expression employée pour désigner cet Office désigne la Société.

53. The Corporation succeeds the Québec Industrial Credit Bureau established by chapter 56 of the statutes of 1966/1967, acquires its rights and property and assumes its obligations, without being bound to comply in this respect with section 33 of the Québec Industrial Credit Bureau Act repealed by this act.

Corpora-
tion to
succeed
Bureau.

Proceedings instituted by or against such Bureau may be continued by or against the Corporation without proceedings in continuance of suit.

Pending
proceed-
ings.

In any act, proclamation, order in council, contract or document, every expression used to designate such Bureau designates the Corporation.

Interpre-
tation.Transfert
du
personnel.

54. Le directeur général ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office du crédit industriel du Québec, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, deviennent respectivement, sans autre formalité, le directeur général et des fonctionnaires et employés de la Société et demeurent assujettis à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

54. The general manager and the other officers and employees of the Québec Industrial Credit Bureau, in office at the coming into force of this act, become, without any other formality, the general manager, officers and employees of the Corporation respectively and remain subject to the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Transfer
of officers.Transfert
des
crédits.

55. Les crédits appropriés aux fins de l'Office du crédit industriel du Québec sont transférés à la Société.

55. The appropriations voted for the purposes of the Québec Industrial Credit Bureau are transferred to the Corporation.

Transfer
of appro-
priations.1966/67,
c. 56, ab.

56. La Loi de l'Office du crédit industriel du Québec (1966/1967, chapitre 56) est abrogée.

56. The Québec Industrial Credit Bureau Act (1966/1967, chapter 56) is repealed.

1966/67,
c. 56,
repealed.1968, c.
27, a. 2,
mod.

57. L'article 2 de la Loi de l'aide au développement industriel régional (1968, chapitre 27) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

57. Section 2 of the Regional Industrial Development Assistance Act (1968, chapter 27) is amended by adding the following paragraph:

1968, c.
27, s. 2,
am.Primes
autorisées.

« Toutefois le ministre peut, avec la même autorisation, accorder de telles primes après le 1^{er} avril 1971 aux compagnies visées au premier alinéa qui en ont fait la demande avant cette date. »

“However, the Minister, with the same authorization, may grant such premiums after the 1st of April 1971 to the companies contemplated in the first paragraph which have applied for them before that date.”

Premiums
author-
ized.Applica-
tion de
la loi.

58. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

58. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the carrying out of this act.

Carrying
out of act.Entrée en
vigueur
(1^{er} juin
1971, G.O.
p. 4488).

59. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

59. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
(June 1,
1971, G.O.
p. 4488).